

IN Magazine 169 - Septembre / Octobre 2016

10 septembre 2016

Cheminots, usagers, associations, agir ensemble !

Dans un contexte revendicatif intense marqué par la mobilisation contre le projet de loi « Travail », les cheminots se sont battus pour une réglementation de haut niveau pour les agents de la SNCF et des Entreprises Ferroviaires Privées.

Malgré les provocations, les cheminots sont restés déterminés mais les écarts du nouveau décret qui persistent, pourront modifier profondément les conditions de vie et de travail des cheminots. C'est la sécurité des circulations et des usagers qui est en cause.

Il ne s'agit, non pas tant de dresser un constat « de plus en plus sombre » du ferroviaire actuel qui n'a plus de service public que le nom puisque déjà ouvert pour partie à la concurrence (le Fret) et fonctionnant pour l'autre partie selon des règles néolibérales que de réfléchir à un avenir passant par le redressement de notre système ferroviaire dans le cadre d'une gestion de Service Public à destination de tous les citoyens de ce pays.

Chaque usager devrait avoir la garantie de circuler sur tout le territoire à des conditions tarifaires justes et claires dans les meilleures conditions en termes de sécurité, de régularité et de confort.

Ce n'est malheureusement pas le cas. La SNCF organise sciemment le déclin de nombreuses lignes considérées non rentables par des méthodes qui ont fait leurs preuves, poussant les usagers vers la route.

La SNCF préfère aller vers un petit noyau de lignes très rentables plutôt que de nombreuses lignes dans le cadre d'un service public.

L'État et les différents gouvernements ont leur part de responsabilités, soit en favorisant la route ou bien en ne donnant pas les moyens à la SNCF de se moderniser. Dernier exemple : quatre des huit lignes de trains Intercités de nuit, dont l'État a déjà annoncé l'arrêt des subventions, fermeront le 1er octobre si

aucun opérateur privé ne veut les reprendre.

C'est bien l'action conjointe des cheminots, des usagers et de leurs associations, des citoyens, qui permettra d'enrayer cette spirale du déclin et d'imposer aux pouvoirs publics et aux élus de privilégier le rail.

Patrice Moreau - Membre CA national